

La vie politique française est devenue hystérique. Entre insultes, déclarations iniques, propos iconoclastes, provocations gratuites et affirmations péremptoires, les Français observent ce spectacle de désolation avec l'impression qu'ils ne sont plus la priorité de ceux qui nous gouvernent, ni d'une franche des députés de l'Assemblée Nationale.

La violence est partout et l'immigration est liée à cette dégradation du « vivre ensemble ». Quand un meurtrier sous OQTF massacre à Lille, Fabienne, une retraitée de 68 ans en lui assénant 7 coups de couteau après l'avoir scalpée, quand Lola, 12 ans, est tuée par une femme de 24 ans sous OQTF, quand un homme d'origine algérienne défigure au cutter son ex-compagne de 37 ans alors qu'il était sous une OQTF, quand Claire est violée à Paris par un clandestin lui aussi sous OQTF..., et ce ne sont que quelques cas parmi d'autres, l'immigration a bien un lien avec l'accroissement des agressions en France. Ce n'est plus un « sentiment d'insécurité », mais une véritable peur face au chaos de l'immigration.

Tous les sondages donnent entre 70 à 80 % de Français qui souhaitent un durcissement des dispositions légales en matière d'immigration. Alors, oui, il fallait une nouvelle loi mais changera-t-elle fondamentalement la situation en France ? Le patron LR, Éric Ciotti, au cœur de la négociation, parle de « satisfaction », de « tournant », d'« avancée », mais il avoue qu'elle n'est, ni idéale, ni optimale...

Au cœur des discussions de la Commission Mixte Paritaire, suite à la motion de censure, les allocations sociales. Les grands points de la nouvelle loi qui a été adoptée par 349 voix contre 186, portent sur un accès conditionné à 5 ans de présence sur le territoire ou à 30 mois pour ceux qui travaillent, sur une mesure restreinte de régularisation pour les clandestins dans les métiers en tension, sur un durcissement des conditions d'accès au regroupement familial, sur un rétablissement du délit de séjour irrégulier qui avait été supprimé, sur une déchéance de nationalité pour les binationaux coupables d'un meurtre sur des forces de l'ordre, sur une mise en place d'une caution pour étudiants étrangers venant en France et qui n'ont pas vocation à y rester, mais aussi sur une interdiction de placer des mineurs en centre de rétention administrative, concession donnée au pouvoir en place...

Est-ce la fin du « en même temps » macronien ? Le président a parlé de « texte nécessaire » alors qu'il a déposé un recours au Conseil constitutionnel qui n'a pas vocation à donner un avis politique. S'il le faisait, a-t-il encore une légitimité ? La France, peut-elle être réformée sur l'immigration en profondeur sans passer par un référendum modifiant la Constitution ? Au final, ce texte changera-t-il fondamentalement les choses ? Sans doute non.

Il n'y a rien sur les individus sous OQTF (90 % ne sont pas appliqués) dans cette loi, ni sur le

détournement du droit d'asile, donc, les cris d'orfraie de la Gauche ne sont que des pantalonnades dignes du grand guignol. C'est la décision de Marine Le Pen de voter le texte qui a mis le feu aux poudres dans la majorité et à Gauche. On a entendu « lamentable », « honte absolue », « grand moment de déshonneur »... Anne Hidalgo a déclaré qu'à Paris, la loi ne serait pas appliquée notamment sur les APL... Par ailleurs, 32 Départements gérés par la Gauche ont dit la même chose... Le pays est divisé comme jamais. Ce qui est « lamentable », une « honte absolue », un « grand moment de déshonneur », ce sont tous les assassinats commis par des personnes sous OQTF ou des meurtriers d'origine africaine ou arabe. Quand on évoque « le racisme anti-blanc », la porte-parole de LFI à l'Assemblée Nationale répond « *que ce n'est qu'une construction d'extrême droite et qu'il ne faut pas dire « racisme anti-blanc », mais xénophobie* » ! Le terme « xénophobie » signifie aujourd'hui « dire du mal des personnes d'une autre origine ». Pour Mathilde Panot, les citoyens « blancs » sont déjà des étrangers dans leur propre pays... Son mentor, Jean-Luc Mélenchon qui rend compte d'une « France défigurée » ou d'une France « trop blanche »...

Drôles de propos, drôles de « Responsable » politique et drôle de pays !

Pascal Gaymard

Partager :

- [Twitter](#)
- [Facebook](#)
- [LinkedIn](#)

Prénom ou nom complet

Email

En continuant, vous acceptez la politique de confidentialité